

Ardeur extractiviste en Suède

Éleveurs de rennes contre mineurs

Dans le Grand Nord suédois, les relations se tendent entre les partisans de l'ouverture de nouvelles mines et les populations saames. Viscéralement attaché à la préservation de la nature, ce peuple autochtone aspire à l'autodétermination. Le cadre légal suédois n'offrait pas cette possibilité ; mais une récente décision de justice pourrait changer la donne. *par Cédric Gouverneur*



Les photographies qui accompagnent ce reportage sont d'Anne de Vandière. Elles sont extraites du livre « Tribu/s du monde » (Intervalles, 2016), catalogue de l'exposition visible au Musée de l'homme jusqu'au 2 janvier 2017. www.annedevandiere.com

Quelques rennes broutent au bord de la route forestière. « *Ceux-là sont des retardataires* », explique M. Tor Lundberg Tuorda en ralentissant à leur hauteur. « *C'est le printemps, ils rejoignent le troupeau sur les hauteurs [aux confins de la Suède et de la Norvège]. Les femelles viennent mettre bas chaque année sur la même montagne. C'est dans leurs gènes.* » Lui-même ne possède pas de rennes : seuls 10 % des Saames pratiquent encore l'élevage. Mais, à 55 ans, il connaît bien ces cervidés semi-domestiques, intimement liés à ce peuple autochtone d'Europe (*lire « [Le seul peuple "autochtone" d'Europe](#) »*). Ce militant raconte comment l'état civil suédois l'identifiait jadis comme étant « Tor Lundberg » : « *Mes grands-parents étaient ce que j'appelle des "Saames invisibles". Ils étaient assimilés et portaient un nom suédois. À l'école, je n'ai appris que le suédois. Adulte, j'ai fait ce que j'appelle ma "décolonisation personnelle" : j'ai appris la langue saame et repris le nom de mes ancêtres.* »

M. Lundberg Tuorda arrête sa voiture, et nous poursuivons à pied sur le chemin forestier. « *Ça, ce n'est pas de la forêt, précise-t-il. Ce n'est que de la monoculture de pins et de bouleaux. Peu d'espèces, peu de biodiversité, donc peu à manger pour les rennes.* » En contrebas miroite un lac serti de tourbières. Notre guide désigne des restes de cabanes, des planches cloutées. « *Voilà, nous sommes à Kallak. C'est là que nous avons campé contre le projet de mine de fer, avant de nous faire déloger par la police.* » Plus loin, il indique des rondins couverts de mousse : les vestiges d'une ancienne cabane. Accrochées aux arbres alentour, des bandelettes bleu et jaune signalent qu'ils sont répertoriés par l'administration suédoise. « *La preuve que nous, les Saames, vivons ici depuis des temps immémoriaux. Dans notre ancienne religion, chaque arbre, chaque ruisseau avait une âme. Nous avons toujours vécu en harmonie avec la nature, sans quasiment y laisser de traces. L'industrie, elle, ne voit que le profit à court terme. Elle saccage tout.* »

« Les partisans de la mine ne voient que le court terme »

Comté le plus grand (près de cent mille kilomètres carrés) et le plus septentrional de la Suède, Norrbotten est une terre d'éleveurs de rennes et de mineurs de fond. Près de 90 % du fer produit (1) dans l'Union européenne provient de son sous-sol. La compagnie publique LKAB se targue d'extraire chaque jour « *l'équivalent de six tours Eiffel* », ensuite exporté par chemin de fer jusqu'aux ports de Luleå, sur le golfe de Botnie, et de Narvik, sur la mer de Norvège : la fameuse « route du fer », qui fit l'objet d'âpres combats au début de la seconde guerre mondiale. « *Quinze barrages ont été construits sur la rivière Lule, notamment pour alimenter les trains en électricité. Pour nous, toutes ces activités industrielles sont du colonialisme. Kallak, c'est la mine de trop.* » À l'été 2013, des dizaines de Saames ont campé ici pour empêcher la compagnie minière britannique Beowulf de procéder à des forages. Ils ont reçu le soutien de militants altermondialistes et écologistes venus de tout le pays comme de l'étranger, ainsi que de représentants d'autres peuples autochtones, notamment des Mapuches du Chili. Afin de bloquer le chantier, ils avaient adopté une technique inventée par les antinucléaires allemands : s'enchaîner à des socles de béton coulés au milieu de la route.

La police les a expulsés, des forages de repérage ont eu lieu, mais la contestation continue. Au bourg de Jokkmokk, à une quarantaine de kilomètres de là, nous rencontrons M. Carl-Johan Utsi. Ce trentenaire est porte-parole de Sirjes, l'un des deux *sameby* (2) directement concernés par le projet de mine : « *Nous regroupons une centaine d'éleveurs, pour environ seize mille têtes de bétail qui pâturent, selon les saisons, des montagnes norvégiennes aux abords de la Baltique.* » Le *sameby* n'a qu'un droit d'usage sur ces terres, qui restent propriété de l'État. Mais il rejette catégoriquement le projet : « *Nous avons été clairs avec Beowulf : entre les barrages, les routes, les voies ferrées, les plantations, le tourisme, les éoliennes et les effets du réchauffement climatique, il n'y a pas de place pour davantage d'exploitation. Trop, c'est trop. La mine diviserait en parcelles les pâturages de nos rennes. Les partisans de la mine nous accusent d'être égoïstes, de ne penser qu'à notre mode de vie et à nos rennes. Au contraire : depuis des millénaires, nous vivons au plus près de la nature ; nous la comprenons mieux que la plupart des gens. Nous prenons davantage nos responsabilités et considérons le long terme : l'avenir de notre planète. Ceux qui sont favorables à la mine ne voient que le court terme : un emploi ou un profit.* » Beowulf promet en effet « *250 emplois directs et autant d'emplois indirects* ».

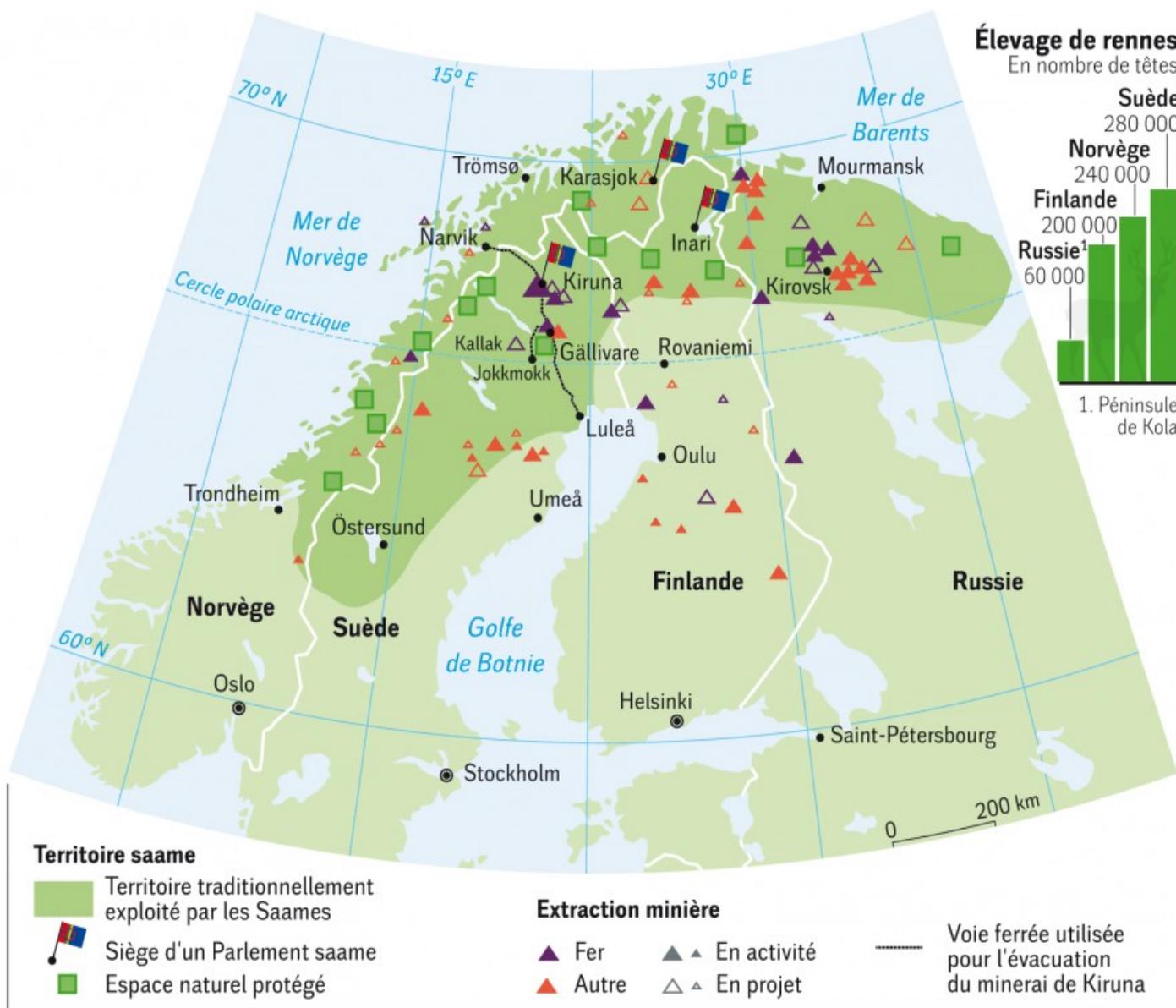


Anne de Vandière, www.annedevandiere.com

Chaque année, en février, Jokkmokk accueille plusieurs dizaines de milliers de touristes venus assister à une foire d'artisanat saame vieille de quatre siècles. Mais, hors saison, la bourgade de maisons en bois peintes au rouge de Falun (3) est assoupie. Certains voient dans la mine une occasion de relancer l'économie. Reste qu'il s'avère ardu de rencontrer une personne ouvertement favorable au projet. Le maire (social-démocrate) est « *trop occupé* » pour nous recevoir, tout comme le président (saame) de la coopérative des propriétaires forestiers, tentés, pour certains, de revendre leurs parcelles à Beowulf. Dans les rues, la plupart des passants abordés n'ont « *pas le temps* » de nous parler. Une famille accostée dans son jardin nous éclaire sur cette discrétion : « *On est pour la mine. Mais on ne peut pas dire ce qu'on pense, déclare une quinquagénaire. C'est une petite ville, tout le monde se connaît. Alors, n'écrivez rien qui puisse nous identifier : on ne veut pas se fâcher avec nos amis et nos collègues saames. On comprend leur point de vue, mais on a le nôtre.* »

Deux points de vue, ou plutôt deux rapports au monde inconciliables. Notre interlocutrice raconte que ses grands-parents se voyaient comme des « *pionniers* ». Ils sont venus du sud dans les années 1920, lorsque Vattenfall, la compagnie d'électricité publique, « *construisait des barrages sur la rivière Lule et donnait du travail à tous* ». Depuis une vingtaine d'années, Jokkmokk périclité : « *La population diminue, le tourisme ne suffit pas à faire vivre la ville. Les jeunes*

migrent vers le sud. La mine permettrait de fixer les gens. » La présence à Kallak de militants extérieurs à la région l'a agacée : « On a vu dans les médias qu'il y avait des gens de Stockholm, et même des Anglais et des Allemands. Ils se sont emparés de notre problème, en ont fait leur problème et ont décidé à notre place ! Nous, on a besoin d'une grande entreprise qui investisse. Bien sûr, on préférerait l'ouverture d'un magasin Ikea, s'esclaffe-t-elle, suscitant les rires de ses proches ; mais c'est une mine qui veut s'installer. Alors, on prend ce qu'on a. On voudrait préserver la nature, mais a-t-on le choix ? »



Source : Nordic Centre for Spatial Development, www.nordregio.se

CÉCILE MARIN

Extraction minière en territoire saame, Cécile Marin, 1er décembre 2016

De jeunes intérimaires croisés un peu plus tard au café abondent en ce sens : « On bosse de temps en temps pour Vattenfall, mais une mine nous apporterait plus de contrats », soupire l'un. Quant aux rennes, ajoute-t-il avec exaspération, « ils n'auront qu'à contourner la mine ! ». Un autre reprend ses camarades lorsqu'ils parlent de « Saames » et emploie avec insistance le terme « Lapons », dont il ne peut ignorer la connotation péjorative (4)...

Très médiatisé en Suède, le projet Kallak sera-t-il mené à son terme ? En octobre 2015, l'Inspection

nationale des mines a donné son aval, mais Stockholm garde depuis un silence prudent, au grand dam de Beowulf, qui lui a écrit à deux reprises (en novembre 2015 et en mars 2016). Selon plusieurs sources, le gouvernement jouerait la montre, tiraillé entre son électorat social-démocrate du Grand Nord (5) et ses alliés écologistes. D'autant que, entre la prospection et la première extraction, il faut compter une quinzaine d'années (6).

Déplacer le centre-ville pour éviter un affaissement

À deux cents kilomètres au nord se trouve Kiruna, plus grande mine de fer souterraine du monde. Au début du XXe siècle, cette ville-champignon a attiré des colons venus de toute la Suède. Aujourd'hui, LKAB fait travailler environ 2 000 des 18 000 habitants, sans compter un nombre indéterminé d'emplois indirects. La mine plonge à plus de 1 400 mètres de profondeur, sous les maisons. Afin d'éviter un affaissement — comme il s'en produit déjà dans la ville voisine de Malmberget —, le centre-ville de Kiruna va être déplacé de trois kilomètres ! Un déménagement pharaonique, à la perspective duquel les habitants semblent résignés : « *Sans mine, pas de ville*, résume un jeune couple salarié de LKAB. *Alors, s'il faut déplacer la ville pour continuer à travailler... »*

La démesure de ce projet montre l'importance que le royaume accorde à son secteur minier. « *Cela a toujours été le cas*, précise M. Andreas Lind, directeur business et développement du comté de Norrbotten. *À la fin du XIXe siècle, la construction de la voie ferrée Luleå-Narvik [afin d'exporter le minerai] avait monopolisé 13 % du budget national.* » En 1992, le premier ministre conservateur Carl Bildt a fait voter la loi sur les minerais (*Minerallagen*), qui a ouvert le secteur à la concurrence, incitant les compagnies étrangères à prospecter. Les permis sont depuis délivrés par l'Inspection nationale des mines (*Bergsstaten*), placée sous l'autorité de l'Institut d'études géologiques suédoises (SGU). Les détracteurs de cette loi dénoncent la part trop belle accordée aux industriels (7). Première nation minière de l'Union européenne, la Suède est déterminée à renforcer sa position. Un récent rapport gouvernemental l'assure : en 2030, pas moins de cinquante mines pourraient être en activité dans le pays, contre seize aujourd'hui (8) ; et 150 millions de tonnes de minerais (dont la moitié de fer) pourraient être extraites, contre 68 en 2011.

M. Lind justifie cette politique : « *L'Europe consomme 20 % du fer mondial, mais n'en produit que 4 %, dont les neuf dixièmes ici même. Mieux vaut que ce fer vienne de Suède, plutôt que de pays où les normes en termes d'environnement, de droit du travail et de droits humains sont moindres. Je vous assure que le gouvernement prend en considération l'environnement, qui passe avant la rentabilité de la mine. Certes, les projets auront un impact sur l'environnement, même minime. C'est, hélas, le prix à payer pour notre mode de vie.* » Il prend acte de l'opposition de « *certaines Saames* », mais mise sur un compromis : « *La Suède est un pays de consensus. Ce qui se passe à Kallak est désolant, avec ces protestataires professionnels venus d'ailleurs qui ont polarisé la situation et tenté de faire du Norrbotten un champ de bataille. Nous devons trouver une solution pour faire coïncider les intérêts de chacun : ceux des éleveurs de rennes, ceux des mineurs, ceux de l'industrie et ceux du pays.* »



Anne de Vandière www.annedevandiere.com

Kiruna est également le siège du parlement saame de Suède. Le Sametinget, inauguré en 1993, quelques années après ses homologues norvégien et finlandais, est à la fois une assemblée élue et une agence gouvernementale. Pour être exact, il s'agit surtout d'une agence gouvernementale, comme le déplore Mme Marie Enoksson, sa porte-parole : « *Ne vous méprenez pas : le Sametinget est un parlement sans réel pouvoir. Nos trente et un élus se réunissent trois fois l'an. Ils peuvent exprimer leur opinion, mais l'État n'est pas obligé de les écouter.* » La loi est d'ailleurs sans équivoque : « *Malgré la désignation de "parlement", il n'est pas question d'une institution qui agirait à la place de la Diète ou du conseil municipal, ou en concurrence avec ces institutions.* »

« *Environ neuf mille Saames majeurs sont enregistrés ici comme électeurs, détaille Mme Enoksson. Ils doivent prouver qu'ils parlent saame, ou qu'au moins un de leurs parents ou de leurs grands-parents le parle. Paradoxal, quand on sait que l'État a par le passé tout fait pour que notre langue disparaisse...* » Ce nombre représente entre la moitié et le quart des vingt mille à quarante mille Saames que compte le pays (9). « *Comme nous sommes aussi une agence gouvernementale, certains ne nous font pas confiance* », poursuit Mme Enoksson. En tant qu'agence, le Sametinget gère « *un budget de 38,5 millions de couronnes [4,1 millions d'euros], dévolu notamment aux activités culturelles, linguistiques et à l'élevage de rennes* ».

« *L'État ne nous a pas donné le droit de légiférer, seulement celui d'avoir des opinions* », déplore Mme Hanna Sofi Utsi. Membre du parti saame écologiste Min Geaidnu (« notre voie »), elle est ancienne vice-présidente du Sametinget : « *Je suis pour l'autodétermination de notre peuple. Nous faisons partie de ce pays, nous sommes citoyens suédois, mais nous ne sommes pas suédois. Je veux*

donc que nous décidions de notre avenir et de nos affaires, comme le font par exemple les Inuits (10). » Elle ne juge pas pour autant le Sametinget superflu : « Nous en avons fait un instrument plus puissant que ne le voulait l'État. Nous avons obtenu des avancées, notamment sur la question de la langue saame. »

La Suède a signé la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (Undrip, 2007), dont l'article 3 insiste sur le droit à l'autodétermination ; mais ce texte n'est pas contraignant. Surtout, le royaume n'a pas ratifié la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (ILO 169, 1989), relative aux droits des peuples autochtones, au contrôle de leur terre... et de leur sous-sol : le dossier Kallak se trouve donc hors de portée du parlement saame. « *Le Sametinget n'a pas son mot à dire concernant Kallak, confirme Mme Enoksson. On ne peut pas intervenir dans le processus de décision. Seuls sont "consultés" les deux sameby concernés, Sirjes et Jåhkågasska. »*

Coupe de cheveux iroquoise et regard d'acier, M. Rickard Länta est l'un des représentants du *sameby* de Jåhkågasska. Nous le rencontrons au congrès de l'Association nationale des Saames suédois (Svenska Samernas Riksförbund, SSR), qui regroupe les éleveurs de rennes, vêtus pour l'occasion de leurs chatoyants habits traditionnels. En cette fin mai, la SSR et le Sametinget organisent leurs réunions aux mêmes dates à Kiruna et à Östersund, à huit cents kilomètres de là. Ce qui en dit long sur la fraîcheur arctique de leurs relations... En résumé, le parlement saame reproche à la SSR de s'arc-bouter sur les seuls droits des éleveurs (10 % des Saames), et la SSR reproche au parlement sa double casquette. Concernant Kallak, M. Länta ne se montre guère optimiste, d'autant que d'autres *sameby* sont confrontés à des projets miniers : Semisjaur Njarg, Vapsten, Voernese... « *Ils [l'État et les industriels] ont le temps, estime M. Länta. Ils ouvriront cette mine. Quand le cours du fer grimpera, les gens ne verront plus que l'argent. Même certains Saames. »* L'argent, insiste-t-il, n'est pas pour lui un but en soi : « *Les rennes, c'est un mode de vie. Notre liberté ! »*



Catogan et haute stature, M. Matti Berg préside, lui, le *sameby* de Girjas. Son nom et son visage sont connus dans toute la Suède. Le 3 février 2016, après six ans de procédure, son *sameby* et la SSR ont remporté une victoire judiciaire sans précédent contre l'État : « *Avant 1986, les Saames avaient le droit de décider qui pouvait pêcher et chasser sur leur territoire. Nous avons repris ce droit ! Nous allons décider de qui chasse et pêche sur nos terres. Et peut-être cela marquera-t-il un pas vers l'autodétermination. Vers le contrôle de nos terres et le rejet des mines. Dans mon sameby, plusieurs compagnies veulent prospecter. On doit pouvoir dire "non". Vous autres Occidentaux mesurez tout en termes économiques. Mais, pour nous, une montagne a davantage de valeur intacte que défigurée par une mine.* » L'affaire a suscité d'âpres débats : le 11 juin 2015, cinquante-neuf chercheurs et universitaires suédois, inquiets de la tournure des débats dans le procès opposant la Suède au *sameby* de Girjas, ont publié une lettre ouverte dans le journal *Dagens Nyheter* accusant l'État d'user d'arguments ramenant à « *l'ère de la biologie raciale* ».

Réchauffement climatique, l'autre menace

Cette victoire judiciaire avive les tensions : au magasin d'articles de pêche de Kiruna, de jeunes clients se disent « *soulagés que l'État fasse appel* ». « *La pêche et la chasse, maugréent-ils, c'est la principale raison de s'installer ici. Alors, si les Saames l'emportent et qu'il y a jurisprudence, ils vont fixer eux-mêmes les tarifs des licences* » — pour l'heure bon marché. « *Qui est discriminé ?*, commentent d'autres chasseurs et pêcheurs plus âgés. *Pourquoi les Saames auraient-ils plus de droits que nous ? Parce que leurs ancêtres étaient là avant les nôtres ? On est tous nés ici !* »

Mais les éleveurs ont encore un autre adversaire : le réchauffement climatique. « *Désormais, détaille M. Lânta, il pleut en hiver. L'eau gèle, il neige par-dessus, puis il pleut de nouveau. Les rennes creusent la neige pour se nourrir. Mais ils ne peuvent pas casser la glace. Alors on doit acheter de la nourriture... Ajoutez à cela les pertes dues aux prédateurs [lynx, ours et surtout gloutons], les collisions avec les voitures et les trains... Il faut à une famille un troupeau de six cents têtes pour vivre. Si vous en perdez 30 %, les naissances ne suffisent pas à compenser les pertes, et vous êtes fichu. Quand il n'y aura plus d'élevage, les Saames seront perdus. Comme les Amérindiens sans leurs bisons. Mes enfants veulent vivre comme moi, mais je ne sais pas s'ils le pourront.* »

Le soleil de minuit berce Kiruna. Olaf, 21 ans, se désaltère au pub après une longue journée de labeur. Issu d'une famille d'éleveurs de rennes, ce Saame exhibe fièrement sur son téléphone une vidéo où, au volant d'une motoneige, il mène le troupeau familial. « *Quatre cents têtes*, précise-t-il. *Mais c'est devenu difficile de vivre de l'élevage. Alors...* » Il montre d'autres photos : cette fois, il conduit une excavatrice dans un tunnel. « *Je reviens juste de la mine. J'y travaille à mi-temps, confie-t-il, vaguement gêné. Pas le choix. Mais quand je suis au fond du puits, je ne pense qu'à une chose : mes montagnes et mes rennes.* » Les pressions exercées par le réchauffement climatique et les appétits miniers pourraient bien, à terme, avoir raison d'un élevage pratiqué depuis des millénaires.

Cédric Gouverneur, Journaliste.

- (1) Et non pas consommé, comme il avait été écrit par erreur dans une version précédente de cet article.
- (2) Regroupement économique d'éleveurs de rennes, associé à une aire de pâturage et de transhumance.
- (3) Peinture suédoise fabriquée à partir des scories de la mine de cuivre de Falun.
- (4) Le terme « Saame », « Sâme » ou « Sámi » s'est substitué à « Lapon », péjoratif. La région étant connue à l'étranger sous le nom de « Laponie », ce dernier terme reste cependant en usage, même si les Saames appellent leur territoire « Sápmi ».
- (5) Dans le Grand Nord (comté de Norrbotten), les sociaux-démocrates ont remporté 49 % des voix aux élections législatives de 2014 (13 % pour les conservateurs, 11 % pour l'extrême droite et 4,9 % pour les Verts [MP]), contre 31 % dans l'ensemble du pays (23,3 % pour les conservateurs, 13 % pour l'extrême droite et 6,9 % pour les Verts [MP]).
- (6) « Taxation in the mining sector - Selected case studies », Raw Materials Group, Stockholm, juin 2012.
- (7) Cf. Johannes Forssberg, « [Mesdames les compagnies minières, servez-vous !](#) », *Fokus*, Stockholm, traduit par Vox Europ, 14 octobre 2013.
- (8) « [Sweden's minerals strategy](#) », rapport du ministère de l'entreprise, de l'énergie et des communications, Stockholm, juin 2013.
- (9) Impossible d'avoir une estimation plus précise : la Suède (comme la France) interdit les statistiques ethniques.
- (10) Le Groenland est autonome au sein du Danemark depuis 1979, et cette autonomie a été renforcée en 2002. Au Nunavut (territoire fédéral canadien de plus de 2 millions de kilomètres carrés), les Inuits sont également autonomes depuis 1999.

> [LeMondeDiplomatique_Décembre 2016, page 11](#) ::: Éleveurs de rennes contre mineurs

Le seul peuple « autochtone » d'Europe

par Cédric Gouverneur

Les Saames seraient entre 50 000 et 65 000 en Norvège, 20 000 à 40 000 en Suède, environ 8 000 en Finlande et 2 000 en Russie, selon le Centre d'information saame d'Östersund (Samer). Dernier peuple autochtone d'Europe (1), ils se sont installés dans le nord de la Scandinavie et dans la péninsule de Kola (Russie) à la fonte des glaciers, il y a environ dix mille ans. Tacite est le premier à évoquer, dans *Germania* (98 après Jésus-Christ), les nomades du Grand Nord, pour s'étonner que les femmes participent à la chasse. L'historien romain aurait pu ajouter que les huit saisons du calendrier saame correspondent chacune à un cycle de la vie du renne. Et que, dans leur langue, le mot « guerre » n'existe pas.

Les États ne s'intéressent aux terres glaciales de Laponie, à ses fourrures et à ses eaux

poissonneuses qu'à partir du XVIIe siècle. La Suède accélère la colonisation à partir de 1634, avec la découverte d'un gisement d'argent. Les percepteurs royaux font payer aux « Lapons » des taxes, tandis que l'Église luthérienne s'efforce de convertir ces animistes, livrant aux flammes leurs tambours sacrés... et parfois leurs chamans, tel Lars Nilsson, exécuté en 1693. Le climat extrême rebutant les volontaires, la proclamation de Lappmark (1673) exempte les colons d'impôts et de service militaire. Pour le pouvoir royal, éleveurs de rennes et colons pouvaient se côtoyer sans se gêner. Mais subsister de la seule agriculture s'avérant impossible sous ces latitudes, les colons devaient chasser et pêcher... Néanmoins, en cas de litige avec des colons, les Saames — dont les fourrures sont appréciées du Trésor royal — l'emportent souvent devant les tribunaux.

La perception des Saames change cependant à la fin du XIXe siècle, avec l'irruption du racisme biologique : « *Dans les années 1920, rappelle Anna-Karin Niia, éleveuse de rennes et journaliste à Sámi Radio, radio publique en langue saame, des chercheurs de l'Institut de biologie raciale sont venus mesurer les crânes des Saames, dont ceux de mes grands-parents. Un procédé qui a inspiré l'Allemagne nazie. Cette humiliation reste un traumatisme pour notre peuple.* » En outre, la fermeture des frontières entre la Suède, la Norvège (indépendante de la Suède en 1905), l'URSS et la Finlande (indépendante de la Russie en 1917) rend impossible les pérégrinations des nomades. En Suède, plusieurs milliers d'entre eux sont déplacés de force plus au sud dans les années 1920. La Suède entend alors assimiler les Saames. Dans les écoles, les enfants qui parlent leur langue sont punis et ostracisés. « *Mes parents ne comprenaient même pas ce que disait l'instituteur* », raconte Anna-Karin Niia. Les nomades se voient retirer leurs enfants, placés en internat. Afin de se couler dans le moule, beaucoup de Saames changent de patronyme et ne transmettent pas leur langue à leurs enfants.

L'émancipation politique s'amorce dans les années 1970. En Norvège, les Saames s'opposent alors avec virulence à un projet de barrage sur la rivière Alta. Cette lutte conduit Oslo à instaurer en 1989 le premier parlement saame, dont s'inspireront la Finlande puis la Suède. La Norvège demeure le seul État concerné à avoir ratifié, dès 1990, la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui préconise d'octroyer davantage de droits aux peuples autochtones. Oslo a accordé une large autonomie à 95 % de son comté le plus septentrional, le Finnmark (46 000 kilomètres carrés pour 73 000 habitants), cogéré depuis 2005 par le parlement saame et le comté. « *La lutte des Saames de Norvège nous a inspirés. Les nouvelles générations ont appris la langue* », poursuit Anna-Karin Niia en allant chercher son fils à la sortie de l'école saame de Kiruna, l'une des cinq que compte la Laponie suédoise. « *J'ai grandi dans le Sud, et je n'ai appris que le suédois à l'école, témoigne Me Jenny Wik-Karlsson, avocate de l'Association nationale des Saames suédois (Svenska Samernas Riksförbund) qui défend le sameby (regroupement d'éleveurs de rennes) de Girjas. Depuis une dizaine d'années, j'apprends le saame, avec la fierté de me réapproprier quelque chose qui a été pris à ma famille.* » Le Samer estime que, désormais, 40 à 45 % des Saames parlent leur langue. Cédric Gouverneur, Journaliste.

(1) Selon les Nations unies, quatre critères définissent un peuple autochtone : il descend des habitants présents avant la colonisation de la région ; il conserve, dans ses pratiques économiques et culturelles, des liens étroits avec sa terre ; il souffre, en tant que minorité, de marginalisation économique et politique ; il se perçoit lui-même comme autochtone.